



Conservation Justice

ALEFI : APPUI A LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION FORESTIERE ILLEGALE

AALF (EAGLE) : APPUI À L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA FAUNE

Leçons et expériences d'une petite association belge
active au Gabon et au-delà

Historique

- 2003 : lancement ONG LAGA par Ofir Drori au Cameroun
 - 2008 : lancement PALF par Luc Mathot et Ofir Drori au Congo
 - 2010 : lancement de CJ par Luc Mathot et début des activités AALF (Appui à l'Application de la Loi sur la Faune) au Gabon, signature en 2011
 - 2012: signature d'un accord et lancement du projet ALEFI au Gabon (Appui à la Lutte contre l'Exploitation Forestière Illégale)
 - En 2018, le réseau EAGLE est actif dans dix pays africains et emploie une centaine de personnes engagées (enquêteurs, juristes, journalistes et gestionnaires). Il a permis de faire arrêter plus de 2000 trafiquants de faune, dont des hommes d'affaires et leurs influents complices.
 - En parallèle, le projet ALEFI lutte contre l'exploitation forestière illégale au Gabon avec les mêmes principes et méthodes
-

WHY – WHAT - HOW

- WHY – Pourquoi CJ a été créé?
 - WHAT – Qu'est-ce que CJ fait?
 - HOW – Comment CJ le fait?
-

1. WHY : une problématique

- Lois nationales et déclarations internationales (CITES, déclaration Kinshasa, Accord Gorilla, xxx plans d'actions...) existent mais sur le terrain, aucune condamnation de trafiquants par les méthodes classiques de « conservation » dans de nombreux pays
- Le secteur forestier connaît une augmentation de l'exploitation illégale, menace grave pour le maintien et l'aménagement forestier
- Notre activisme et CJ sont nés de ce constat et de ce besoin de changement



Trafic de bois (kevazingo caché au fond d'un container)



Vente ouverte d'ivoire sur les marchés

2. WHAT : Définir un projet-un modèle

CONSERVATION JUSTICE a été créé pour mettre en œuvre le modèle EAGLE/LAGA au Gabon et le renforcer/développer dans d'autres pays africains

EAGLE : Eco Activists for Governance and Law Enforcement
= faire appliquer la loi sur la faune et la forêts à travers des méthodes policières qui vont au-delà des activités habituelles de conservation de la faune et se basent sur l'activisme

Des activités et procédures ont été établies à cet effet et sont développées dans dix pays en Afrique (www.eagle-enforcement.org)

3. HOW : ACTIVISME - MILITANTISME

Collaboration entre ONG spécialisées et agences gouvernementales en vue d'augmenter les sanctions pénales en matière de faune et forêt contre les trafiquants et les opérateurs illégaux et leurs complices, y compris certains agents impliqués : amendes, dommages et intérêts, prison, confiscation (bois, matériel) à travers 4 départements :

- 1. Investigations**
 - 2. Opérations/arrestations**
 - 3. Assistance judiciaire/juridique**
 - 4. Communication (médias)**
-

Investigations

- Enquêteurs professionnelles travaillant sous couverture et s'infiltrant dans les réseaux de trafic de faune
- Suivi de l'utilisation de faux-documents
- Utilisateurs d'informateurs



Opérations

- Collaboration entre Eaux et Forêts, forces de l'ordre et ONG pour arrêter les trafiquants et complices et les transmettre au tribunal.
- Appui des opérations sur le terrain, et anticipation des tentatives de corruption pour utilisation contre les contrevenants.
- Suivi des enquêtes judiciaires pour des infractions autres que celle prévues dans le code forestier : corruption, usage de faux, blanchiment d'argent,... Police Judiciaire, gendarmerie en appui aux Eaux et Forêts



Assistance judiciaire

- Formation en matière de procédure pénale;
- Juristes en appui juridique;
- Collaboration étroite avec les parquets et le Ministère de la Justice;
- Anticipation des risques de corruption.



Communication

- Communication permanente avec les autorités ;
- Articles de presse (radio, newspapers, television) diffusés par des chargés de communication pour informer, dissuader et limiter le trafic d'influence et la corruption ;
- Information du public ;
- Plus de 2000 articles par an sur le réseau EAGLE.

L'union Du Samedi 1^{er} au Dimanche 02 Juin 2013

Faits divers & Justice 11

Exploitation illégale des forêts

Un mois de mai difficile pour les trafiquants dans le Woleu-Ntem

S.A.M (sur les notes de L.M.)
Libreville/Gabon

LA province du Woleu-Ntem a été, durant les trente derniers jours, le centre de la lutte menée par le gouvernement contre les activités forestières illégales organisées par certains exploitants, notamment asiatiques. Le mercredi 8 mai 2013, la direction provinciale des Eaux et forêts du Woleu-Ntem, accompagnée du cantonnement de Mitizic, de la police judiciaire et de l'ong Conservation Justice, a effectué un contrôle dans

le département de l'Okano, pour procéder à la vérification des exploitations qui s'y réalisaient. Près de 6.000 m³ de bois ont été saisis, car exploités illégalement par deux sociétés alors qu'elles ne disposaient pas de titre d'exploitation dans la zone. Les travailleurs de la Société forestière Andeme et Fils (SFAF), cogérée par une Gabonaise et un Malaisien, Low Pai, ont été appréhendés en train d'abattre du bois illégalement. Ce dernier a essayé de fuir dans la forêt, mais a pu être rattrapé par les éléments de la police judiciaire.

A la SFBT, seul son chef de chantier et quelques travailleurs ont été interpellés, alors qu'ils inscrivaient le numéro d'un permis sur



Une vue des personnes interpellées à Mitizic

quel aurait d'ailleurs été reversé dans le domaine public. Il s'agit là d'une technique de blanchiment de bois illégal. Elle consiste à couper les arbres ailleurs et à leur attribuer le numéro d'un autre permis. Dans le cas présent, le bois est coupé à Miang, dans le département de l'Okano, mais porte le numéro du permis de Booué. La complicité des agents des Eaux et forêts du cantonnement de Mitizic est indiscutable, au vu de l'impunité qui régnait dans la zone. C'est ainsi que les exploitants illégaux interpellés les ont dénoncés. Trois d'entre eux, qui

avaient été interpellés et placés en garde à vue le vendredi 10 mai, ont été mis en liberté provisoire. Le chef de cantonnement des Eaux et forêts de Mitizic, qui avait réussi à fuir lors de l'opération mentionnée plus haut, a finalement été arrêté par la police judiciaire à Oyem le 29 mai dernier. La gérante Andeme Mba et les travailleurs de la Société Forestière Andeme et Fils (SFAF) ont été présentés au procureur le mercredi 29 mai. Il a requis six mois de prison ferme et deux millions d'amende. Pendant ce temps, le bois confisqué a été vendu.

Quelques résultats

AALF : Début au Gabon en 2010

- 105 kg d'ivoire sculpté saisi à Libreville: marché artisanal + ateliers de sculpture (ceci seulement un mois après l'arrivée de CJ au Gabon)
- Situation similaire quelques années avant au Congo (vente de chimpanzés devant le Mami-Wata, restaurant privilégié des projets et ONG de conservation...)



Gabon 2013 : Cas du sous-préfet de Bolossoville



- Première autorité arrêtée et condamnée pour trafic d'ivoire
- Initialement couvert par le Gouverneur de la Province et règlement à l'amiable par les Eaux et Forêts
- Arrêté en mars 2013 après une longue série d'arrestations
- Trois carabines ayant tué des centaines d'éléphants, dont l'ivoire est transféré au Cameroun, en Afrique de l'Ouest puis en Asie
- Trafic d'influence, complicité à un haut niveau mais condamnation à une année de prison
- Les visites en prison ont confirmé que le sous-préfet est bien resté en prison un an.

2013-2014 : d'Afrique centrale à l'Asie en passant par le Togo



Ivoire du sous-préfet était destinée au Togo



Saisie de 176 kg au port de Libreville à destination du Togo

Changement de Cap au Togo en 2013

- En une année, 12.5 tonnes à Lomé ou en provenance, près de 2.500 Eléphants
- Origine : Principalement l'Afrique centrale
- Changement de cap au Togo et application stricte de la loi



N'Bouké : magasin avec 700 kg d'ivoire jusqu'en février 2013!
Emprisonné en août 2013

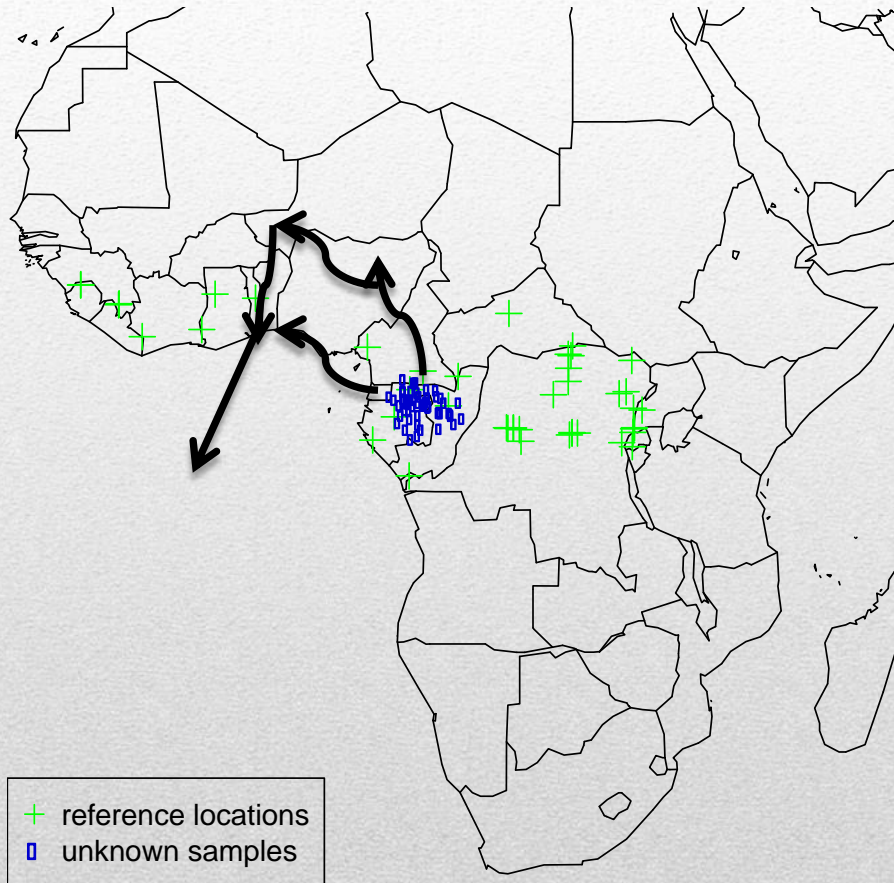


Directeur chinois emprisonné pour 500 g. en
novembre 2013!

Hong Kong Seizure: 18 July 2013

1148 tusks

Simulation Results: Voronoi, HongKong



Malaise, 6034 kg de Lomé



Hong-Kong, 2.183 kg de Lomé

Shipping location: Togo

Changement de Cap au Togo

- Grâce au contrôle des containers (équipe mixte), une nouvelle saisie de 3.8 tonnes par les autorités togolaises, valeur de 4 millions de dollars (2 milliards Fcfa)
- Origine : Gabon et Congo
- Destination : Malaisie et Vietnam
- Les autorités togolaises demandent l'appui des autres pays dans cette lutte...



Résultats AALF (Gabon)

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Nombre d'opérations	1	9	10	20	17	26	35	50	29	197
Trafiquants arrêtés	13	21	14	43	37	57	66	98	68	417

80% de condamnations à des peines de prison ferme, avec une moyenne de 5 mois de prison (maximum six mois au Gabon)

1509 articles de presse sur les résultats AALF

AALF est membre du réseau EAGLE qui est actif sur dix pays Africains et a permis l'arrestation de plus de 2000 trafiquants de faune

Premiers cas ALEFI

- Saisi de bois dans des containers au niveau du port;
- Non respect des normes de transformation des bois destinés à l'exportation;
- Bois précieux (kevazingo) caché derrière du bois de moindre valeur;
- Mission d'enquête dans le Woleu-Ntem et l'Ogooué-Ivindo;
- Pratique du blanchiment du bois;
- Usage de la corruption;
- Utilisation de faux titres/ falsification de quittances.



Niveau de l'exploitation illégale depuis 2014

- De 2014 à 2015, collaboration déficiente malgré des cas graves d'exploitation illégale, notamment dans le Woleu-Ntem ;
 - Flagrants délits non traités et « blanchis » ;
 - Énormes pertes pour l'Etat (Millions d'Euros) à travers un système de blanchiment de bois: ventes aux enchères de bois non saisis et non coupés, ventes gré à gré ;
 - Vente aux enchères de plus de 4.000 m³ de Kevazingo à 180.000 Fcfa/m³ : 300.000.000 Fcfa dans les caisses de l'Etat, le reste « utilisé » illégalement (« frais de Tribunal », « expertise forestière », « Populations ») ;
 - Les procédures judiciaires n'étaient pas initiées ou étaient bloquées ;
 - Mais l'Etat réagit et plusieurs arrestations sont organisées.
-

Arrestations en fin 2015

- Entre octobre et décembre 2015, renforcement de la collaboration avec le Procureur de Makokou et arrestation de plusieurs trafiquants de bois, et leurs complices

Faits divers et Justice Gabon

Corruption et exploitation illégale de kévazingo : Mandat de dépôt pour le directeur provincial des Eaux et forêts

Par bnt, le 16 Novembre 2015 à 10:16



Exploitation forestière illégale : Trois Kévazingo aux arrêts

Publié par Stevie Mounombou dans ENVIRONNEMENT sur samedi 24 octobre 2015 à 11:05 / 0 commentaires

Avec l'appui des agents de la police judiciaire (P.J), de la gendarmerie et de l'ONG Conservation Justice, trois trafiquants de Kévazingo ont été interpellés.



Missions de police forestière (CAF ou Gendarmerie, PJ)

- Plusieurs missions avec le CAF (Contrôle de l'Aménagement Forestier) : février 2017, avril 2017, septembre 2017
 - Plusieurs cas documentés : exploitation des Assiettes Annuelles de Coupe (AAC) en avance (2025, 2028, etc.), blanchiment de bois, cas d'une seule société qui a surexploité pour 2 millions d'Euros en un an (après soustraction des coûts d'exploitation), trois DG Chinois arrêtés et relâchés après 3 semaines, cas en cours...
 - Nombreux autres cas d'exploitations illégales mis en évidence avec les forces de l'ordre et plaintes aux autorités
-

Résultats ALEFI

Cas suivis	2013	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL
Interpelés	36	31	47	6	106	18	244
Transaction	14	5	2	2	101	9	133
Poursuites pénales	17	3	31	4	5	7	67
Condamnés	9	2	6	2	0	7	26
Prison	1	1	5	2	3	4	16

Très peu de condamnations dissuasives mais quelques cas constituent une première
Auparavant, aucun cas n'arrivait devant les tribunaux...

246 villages/communautés parcourus et informés de leurs droits et devoirs

352 articles de presse

Conclusion

Le Ministère des Eaux et Forêts du Gabon s'est associé en 2010 à une petite association belge qui venait d'être créée...

Huit ans après, ce sont plus de 400 trafiquants de faune qui ont été arrêtés par CJ au Gabon.

CJ a cofondé EAGLE et y contribue activement (en particulier au Bénin, Togo, Burkina et Congo). Plus de 2000 trafiquants de faune sur dix pays.

En matière de lutte contre l'exploitation forestière illégale, certains résultats sont également à encourager malgré des sanctions souvent peu dissuasives.

L'UE et la coopération anglaise ont décidé de financer la réplique du modèle ALEFI au Congo, Cameroun et en RCA.

Pensons à notre WHY-WHAT-HOW et n'oubliez surtout pas le pourquoi, avec endurance et persévérance !

La lutte continue...

Lutter contre la corruption en matière de faune et forêt, c'est possible....!



www.conservation-justice.org

luc@conservation-justice.org